

# La Voix de la Paix

Nouvelles et opinions des zones touchés par le conflit en République centrafricaine, République démocratique du Congo, Soudan du Sud et Ouganda



Des rebelles dans le nord de la RCA en plein entraînement. ©Flickr/Creative Commons

## RCA : Ongwen capturé mais les luttes pour le pouvoir éclipsent le conflit de la LRA

**L'histoire tragique de la République centrafricaine (RCA) a pris un nouveau tour insolite : les anciens rebelles de la Séléka ont joué le rôle de défenseurs du droit international. Le 6 janvier, ils ont livré Dominic Ongwen aux Forces spéciales des États-Unis. Jadis commandant de haut grade de l'Armée de résistance du Seigneur (Lord's Resistance Army, LRA), en 2005 il a été inculpé par la Cour pénale internationale de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité.**

Ce n'est pas un profond souci de justice qui a motivé cette initiative. La Séléka et les autres factions armées de l'ensemble du pays sont en quête de manières de faire progresser leurs intérêts dans les zones qu'ils contrôlent et sur l'échiquier politique de Bangui. Certaines continuent à recourir à la violence et au crime, pénalisant ainsi la population, tandis que d'autres entrent dans le « secteur des ONG ». Le fait que la Séléka réclame maintenant les 5 millions de dollars de récompense pour son rôle dans la capture d'Ongwen montre que son intervention avait pour principal objectif le renforcement de sa position politique et économique.

### Les multiples chemins menant au pouvoir

Suite aux accusations de détournement de fonds destinés à l'aide octroyés par l'Angola, la crédibilité du gouvernement intérimaire

### Dans ce numéro

Tour d'horizon de la sécurité dans la région : oct-déc 2014 **3**

Les Comités de paix locaux assument leur rôle **5**

L'histoire d'un centre de transit pour enfants **6**

Projecteur sur le couloir Kafia Kingi-Vakaga **6**

À propos de La Voix de la Paix **8**

de Catherine Samba Panza a été ébranlée. Les milices anti-balaka, l'opposition et certains groupes de la société civile ont demandé un changement de gouvernement. Mais le président du Congo-Brazzaville, Sassou Nguesso, qui est le médiateur de la crise centrafricaine, a indiqué qu'il souhaitait qu'elle reste au pouvoir jusqu'aux élections, qui ont maintenant été reportées de février à une date ultérieure pas encore fixée.

Cette instabilité au sommet a encouragé les groupes armés à se préparer en vue d'un rôle politique et à accéder aux ressources de l'État par l'intermédiaire des urnes. En octobre 2014, la Séléka a organisé une assemblée générale à Bambari pour former un parti politique, mais n'a pas réussi à se mettre d'accord sur son leadership. Des désaccords internes, notamment sur la question de la sécession, ont abouti à la formation d'au moins trois partis séparés.

En novembre 2014, les anti-balaka ont lancé leur propre parti politique, le Parti centrafricain pour l'unité et le développement (PCUD). Patrice Edouard Ngaissona, homme d'affaires et coordonnateur du mouvement, tient la vedette et apparaît comme un candidat potentiel. Mais, ici aussi, les divisions internes ont donné lieu à la formation de certaines factions dissidentes.

Sébastien Wenezoui, ex-coordonnateur adjoint des anti-balaka, a déclaré à VOP : « Ce sont des hommes politiques qui essaient de récupérer le mouvement actuellement. Mais nous les initiateurs du mouvement [anti-balaka], nous nous sommes retirés pour mettre en place une ONG, le Collectif des Centrafricains pour la réconciliation (CCR) ». Cette ONG, qui englobe des ex-Séléka, a reçu les éloges de bailleurs de fonds et d'ONG internationales pour sa promotion de la cohésion sociale, mais elle doit encore faire ses preuves.

## Derrière les colombes, les fusils

Toutes ces paroles de paix masquent une dangereuse réalité. L'arrestation du leader des miliciens tchadiens, Baba Ladde, au début du mois de décembre, à Kabo, dans le nord du pays, a intensifié les tensions dans cette zone. De plus, le 17 janvier 2015, les soldats camerounais de la mission des Nations Unies (MINUSCA) ont arrêté le leader anti-balaka connu sous le nom de général Andjilo. Furieux, ses partisans ont enlevé plus de cent civils et une travailleuse humanitaire française à Bangui, exigeant la libération d'Andjilo.

Ces manoeuvres politiques et ces violences constituent la priorité du gouvernement, des bailleurs de fonds et des ONG. Entre-temps, le sud-est du pays, où la LRA continue d'attaquer les civils (voir tour d'horizon de la sécurité dans la région), reste un coin négligé et pauvre.

Benick Kette, ancien député de Djemah, préfecture Haut-Mbomou, dans le sud-est, a expliqué à VOP : « À Djemah, il est impossible de se procurer les produits de première nécessité, même du savon ou du sucre ».

## Une lente avancée vers la paix

Pour maintenir la RCA sur le chemin de la paix, il faut mener un dialogue au niveau local dans l'ensemble du pays afin d'atténuer le ressentiment amer qui règne entre groupes ethniques et religieux. Dans le sud-est, il faut également mettre en oeuvre des efforts de réconciliation locaux pour aider les communautés à accepter les personnes enlevées par la LRA et libérées. Un dialogue national planifié ne peut ouvrir la voie à des élections pacifiques que s'il se fonde sur des pourparlers rigoureux au sein de chaque communauté.

---

## Éditorial

**Bienvenue au premier numéro de VOP de 2015. La première nouvelle de l'année a été l'annonce enthousiasmante de la reddition de Dominic Ongwen — un considérable pas en avant dans les efforts en vue de mettre fin à l'Armée de résistance du Seigneur (LRA). Mais ce numéro présente aussi une réalité inquiétante : la région se heurte à de nombreux défis sur le plan de la sécurité et de la situation politique, y compris la LRA, qui est encore active.**

Notre article de fond explique comment les nombreuses factions armées de la République centrafricaine (RCA), y compris la Séléka et les

anti-balaka, ont suivi d'autres voies pour arriver au pouvoir durant la période précédant les élections. Certaines ont formé des partis politiques, d'autres une ONG. Mais sur le terrain, la réalité reste dangereuse et volatile.



Nous braquons un projecteur sur le couloir Kafia Kingi-Vakaga, qui chevauche la RCA, le Soudan et le Soudan du Sud. En raison de son éloignement, de l'anarchie qui y règne et de ses ressources naturelles, cette zone est devenue un abri sûr pour les rebelles. Les gouvernements africains et

la communauté internationale doivent se rendre compte que si l'on ne mène pas une enquête sur la situation d'insécurité et si on n'y remédie pas dans ces zones d'accès difficile, la région continuera d'être à la merci de rebelles armés et de groupes criminels.

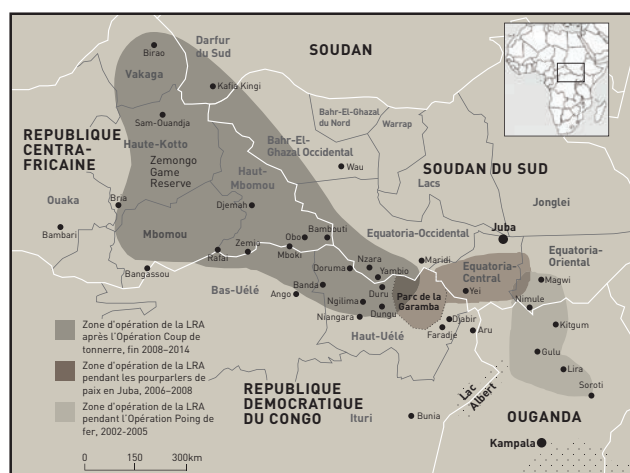
Comme à notre habitude, nous vous proposons des récits inspirants de la manière dont les groupes de la société civile intensifient leurs activités et jouent leur rôle en faveur de la paix. En RDC et au Soudan du Sud, des Comités de

paix locaux ont été mis en place pour avertir rapidement les forces de sécurité de menaces imminentes, pour résoudre les conflits locaux et pour aider les citoyens à demander des comptes aux autorités. Quelle forme prendra votre participation ?

Bonne lecture et n'oubliez pas de nous faire parvenir vos commentaires et réactions. Vous trouverez nos adresses e-mail en dernière page.

**Dixon Odur, rédacteur-en-chef**

## Tour d'horizon de la sécurité dans la région : octobre - décembre 2014



Carte des zones touchées par la LRA (Conciliation Resources)

### RDC

Durant le dernier trimestre de 2014, la possibilité que la loi électorale soit revue a dominé les débats politiques et donné lieu à des protestations et des violations des droits de l'homme dans certaines villes. À l'est, l'armée congolaise (les FARDC), épaulée par la mission de l'ONU (MONUSCO), a poursuivi ses opérations militaires à l'encontre des milices armées.

Dans les districts des Haut- et Bas-Uélé, Province Orientale, il s'est produit 23 attaques à l'encontre de civils, dont 11 ont été confirmées comme ayant été lancées par la LRA. Sept personnes sont mortes, 146 ont été enlevées et 93 libérées, et 36 prisonniers se sont échappés. Les FARDC, avec le soutien de la MONUSCO, ont mené douze opérations militaires à l'encontre de la LRA, laquelle continue d'être active dans le Parc national de la Garamba et alentour, sur les axes Dungu-Bitima et Dungu-Faradje-Sambia. Les gardes de parc, les FARDC et leurs partenaires ont collaboré efficacement pour lutter contre les braconniers et les faire sortir

du parc. Les habitants locaux aimeraient que cette collaboration soit élargie pour protéger la population à l'extérieur du parc. Le bétail qui appartient aux bergers Mbororo continue à dévaster les champs, ce qui attise un conflit permanent entre lesdits bergers et les populations autochtones. Ce conflit est aggravé lorsque les Mbororos empêchent les habitants locaux d'accéder aux ressources naturelles — terres agricoles, sources d'eau et terrains de chasse.

### RCA

Entre octobre et décembre 2014, les préfectures centrafricaines orientales de Mbomou, Haut-Mbomou et Haut-Kotto ont subi des attaques constantes lancées par la LRA et une flambée des violences entre musulmans et chrétiens à Zemio. Dominic Ongwen a confirmé que des groupes de la LRA circulaient dans les parages de Sam Ouandja, préfecture Haut-Kotto, mais que, du fait de la présence de la Séléka, ils restent la plupart du temps cachés dans la brousse. Les habitants locaux ont davantage senti la présence de la LRA plus au sud. À la fin du mois de novembre, puis à nouveau fin décembre, un groupe a attaqué et enlevé des civils près de Rafai, mais la plupart des attaques ont été signalées plus à l'est, aux alentours de Mboki et Obo. Les villages de Kpabou, Ngilingili et Gbassigbiri ont été ciblés. La société civile locale signale qu'il y a plus de combattants en uniformes neufs et que les membres armés sont plus nombreux, ce qui indique l'apparition de nouvelles sources de revenus. La LRA a par ailleurs envoyé des bergers Mbororo avec jusqu'à 40 ânes pour qu'ils lui achètent des vivres à Obo, ce qui a eu pour effet d'amenuiser des stocks déjà réduits.

En novembre 2014, des musulmans de Zemio, furieux suite à l'assassinat d'un homme d'affaires

musulman dans le village de Selim, ont incendié plusieurs villages et pris part à des affrontements avec des chrétiens, en tuant trois et en blessant d'autres. Les autorités locales ont organisé un dialogue qui a mis fin aux combats, mais les tensions restent fortes.

### Soudan du Sud

La LRA est restée en dehors du Soudan du Sud, de peur d'être poursuivie par les groupes locaux d'autodéfense, les Arrow Boys. Mais les rescapés continuent à souffrir car ils ne reçoivent pas assez d'aide pour réintégrer leurs familles, écoles et emplois respectifs.

Au niveau national, les combats ont continué de faire rage entre les forces gouvernementales et les rebelles du SPLM-In Opposition (Mouvement de libération du peuple soudanais-en opposition), dirigés par Riek Machar. Ni l'une ni l'autre des parties n'a respecté les accords de cessation des hostilités, en dépit des engagements pris à plusieurs reprises. Les pourparlers menés à Addis Ababa par l'Autorité intergouvernementale pour le développement (*Intergovernmental Authority on Development* — IGAD) sont de moins en moins prometteurs.

À mesure que la saison sèche s'installe, les pasteurs ont été contraints de traverser de grandes étendues en quête de pâturages, ce qui donne lieu à des conflits. Dans les États d'Unity et d'Équatoria occidentale, il y a eu des affrontements entre les agriculteurs et les pasteurs, ainsi qu'entre les pasteurs Mundari et les agriculteurs Bari de Kuorgik, État d'Équatoria central. C'est dans ce contexte que le président

Salva Kiir a annoncé, en janvier 2015, que des élections auraient lieu en juin 2015. Cela a suscité les critiques des citoyens et un appel émanant de la communauté internationale en faveur de la stabilité avant tout, en particulier de la part des États-Unis, qui ont déclaré qu'ils ne soutiendraient pas les élections.

### Ouganda

Au cours des trois derniers mois, le banditisme s'est accru sur la route de Juba, en particulier le long de la section entre Gulu, nord de l'Ouganda, et Nimule, à la frontière avec le Soudan du Sud. La guerre civile du Soudan du Sud, la disponibilité d'armes à feu et la porosité de la frontière sont probablement à l'origine de cette tendance préoccupante. Il s'est produit un incident à Mori Adu, Soudan du Sud, le 16 décembre 2014, durant lequel des sud-soudanais armés ont tendu une embuscade à cinq camions qui rentraient de Juba en Ouganda. Les assaillants ont ordonné à un des chauffeurs de dire au gouvernement ougandais d'évacuer ses ressortissants de Juba ou de faire face aux conséquences. Il semblerait que les Sud-Soudanais aient le sentiment que les Ougandais les privent de leurs activités commerciales dans la capitale. L'UPDF croit que les hommes armés sont associés au major-général Martin Kenyi, un officier de haut grade de l'armée sud-soudanaise, récemment rétrogradé. Les autorités locales de part et d'autre de la frontière craignent que l'attaque n'étouffe les activités commerciales à Juba et dans d'autres villes le long de cette route, si les propriétaires de véhicules cessent d'y faire circuler leurs camions.

---

## Les Comités de paix locaux contribuent à protéger et à reconstruire les vies après la LRA

**La reddition de Dominic Ongwen, l'un des commandants de plus longue date de Joseph Kony, constitue un moment doux-amer. Nous nous réjouissons de l'affaiblissement du groupe rebelle et espérons que M. Ongwen utilisera son influence pour persuader les autres commandants de renoncer à la lutte. Mais sa propre histoire tragique — celle d'un garçon de 10 ans contraint de mener une vie de violence — nous rappelle les milliers d'enfants qui ont été ainsi privés de leur enfance et des familles qui luttent pour surmonter leur peine.**

Mais il ne s'agit pas pour nous de rester les bras croisés. Les organisations de la société civile de

tous les pays touchés par la LRA ont entrepris de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour accroître notre sécurité et jouer un rôle dans la manière dont nos vies sont régies. C'est notre devoir en tant que citoyens, mères et pères, soeurs et frères.

Nous avons mis en place 24 Comités de paix (ou de protection) locaux - 21 en RDC et 3 au Soudan du Sud. Ces groupes volontaires se composent de membres de la communauté respectés — agriculteurs, enseignants ou chefs. Ils sont élus par leurs concitoyens pour mener des initiatives dont le but est d'accroître la sécurité de la communauté locale et de renforcer la gouvernance et l'ordre public à long terme.



*Un membre du Comité de la paix local d'Aba, district Haut-Uélé, nord-est de la RDC, explique à la communauté comment résoudre des différends fonciers. © CDJPR*

Ces comités constituent des acteurs clés au moment d'avertir rapidement les forces de sécurité de menaces imminentes (émanant de la LRA ou d'autres groupes armés), de résoudre les conflits et de permettre aux citoyens de demander des comptes aux autorités.

Ils jouent par ailleurs un rôle vital dans le retour et la réintégration des anciens membres de la LRA. Le 15 décembre 2014, à Djabir, en RDC, les membres du Comité de paix local ont réagi immédiatement lorsqu'un jeune homme (18 ans), une femme (20 ans) et une jeune fille sont sortis de la brousse après six ans de captivité. Ces citoyens ont accompagné ces trois inconnus jusqu'à la mission de l'ONU (la MONUSCO) qui les a transférés de manière sûre au Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Les membres du comité ont par ailleurs tenu la communauté informée, l'ont apaisée et l'ont rassurée sur sa sécurité. Il ne suffit pas d'être en sécurité. Il faut se sentir en sécurité.

L'impact des Comités de paix locaux est visible. Dans le passé, les anciens combattants et les femmes et enfants enlevés se heurtaient

à une suspicion considérable de la part des communautés qu'ils réintégraient. Maintenant, en partie grâce aux CPL, les communautés sont bien plus disposées à accueillir les rescapés dans un esprit de paix et à faciliter leur difficile réintégration dans les écoles, les lieux de travail et les familles.

Il est évident qu'il reste beaucoup à faire. Mais nous sommes convaincus qu'en travaillant ensemble à travers les frontières nationales nous pouvons traverser cette période difficile et bâtir pour nos enfants un avenir dont nos ancêtres seraient fiers.

## L'histoire inachevée d'un centre de transit pour enfants

Il y a six mois, Amari (pseudonyme) était en piteux état. Originnaire du Soudan du Sud, elle avait passé les dix années précédentes de sa vie à parcourir la forêt, prisonnière de la LRA. La seule chose qui la tenait en vie, c'était l'espoir de retourner un jour chez elle et de revoir ses deux enfants. Enceinte de sept mois, elle trouvait insupportable l'idée de donner le jour à l'enfant au sein de la LRA. Elle a donc pris la fuite. Elle a échappé à ses ravisseurs et regagné Yambio, Soudan du Sud, où elle a été hébergée dans un centre de transit pour enfants. Six mois ont passé mais, comme sa famille n'a pas été retrouvée, elle y est encore.

Ce centre a été établi par le gouvernement et l'UNICEF pour aider les enfants de 0 à 17 ans et les femmes accompagnées de bébés ou de jeunes enfants qui ont été victimes du conflit. Son objectif est d'éloigner les enfants du danger, de leur permettre de profiter de leur enfance et de leur dispenser des compétences pour l'avenir. Il peut héberger 40 femmes et enfants.

À son arrivée, Amari a été inscrite, a reçu des soins médicaux et a entamé le processus de recherche de sa famille. Elle a aussi donné le jour à un petit garçon en bonne santé. Le centre fournit un soutien psychosocial et des conseils en santé, VIH/sida et non-violence. L'accent est aussi mis sur les activités ludiques, culturelles et de loisir : musique, danse, dessin, sports et jeux.

Mais ce centre, jadis dynamique, n'est plus qu'une ombre de lui-même, car le financement se tarit. De nombreuses femmes comme Amari



*Des femmes et des enfants nés dans la brousse ou peu après avoir échappé à la LRA, à Yambio, Soudan du Sud. Ils sont passés par le Centre de transit pour enfants et ont maintenant réintégré leur famille. © SHWDA*

ont eu besoin des services du centre. Mais au fil du temps, ses ressources, déjà peu abondantes, ont diminué, et nombre de ses bénéficiaires sont maintenant en grande difficulté. Amari explique qu'elle doit sauter des repas et parfois ne rien manger de la journée.

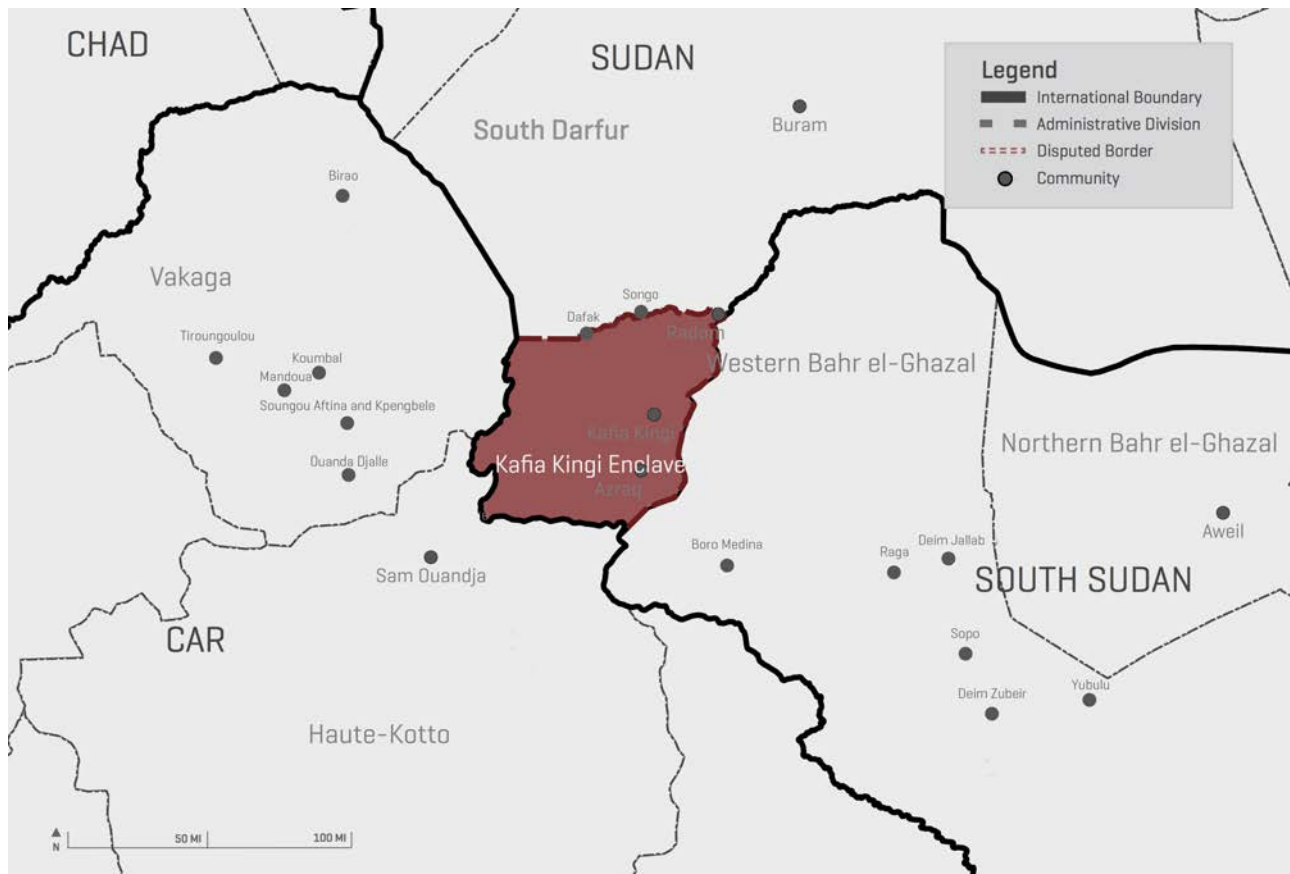
Ce centre devrait être suffisamment financé pour pouvoir assurer une sécurité temporaire aux personnes vulnérables. Mais, dans le cadre du long processus de réintégration des rescapés dans la vie normale, plus tôt ils retrouvent leur famille, ou tout au moins leur famille d'accueil, mieux c'est. C'est là qu'ils ont les meilleures chances de recevoir le soutien, la compréhension et l'acceptation dont ils ont besoin. Lorsqu'ils sont sûrs d'eux-mêmes, ils peuvent commencer à trouver un rôle au sein de la société.

## Le couloir Kafia Kingi-Vakaga : projecteur sur un abri sûr pour les rebelles

L'enclave contestée de Kafia Kingi, à la frontière entre le Soudan, le Soudan du Sud et, à l'ouest, les préfectures Vakaga et Haut Kotto, nord-est de la République centrafricaine (RCA), renferme un nombre effarant de rebelles et de criminels. Rebelles Séléka, Janjaweds soudanais, Toraboras du Darfour, miliciens tchadiens et membres de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) — tous exploitent l'absence de l'État à cet endroit. Selon Dominic Ongwen, Joseph Kony et certains de ses combattants se trouvent à proximité de Sam Ouandja, préfecture Haut

**Kotto, RCA. Il est temps d'en découvrir davantage sur cet abri sûr pour les rebelles.**

Kafia Kingi était jadis habitée par 15 000 personnes, selon les estimations, issues des ethnies Kresh et Binga. En 2012, les Forces armées soudanaises (Sudan Armed Forces — SAF) ont capturé cette zone qui était jusqu'alors sous le contrôle de l'Armée de libération du peuple soudanais (Sudanese People's Liberation Army — SPLA) et 95 pour cent des résidents ont été déplacés vers Boro Medina, un village situé dans l'État Bar al-Ghazal occidental, Soudan du Sud.



Carte de Kafia Kingi © Kenneth Transier / The Resolve LRA Crisis Initiative

Ceux qui y sont restés ont d'abord été attaqués par la LRA la même année. La LRA a ensuite conclu un accord avec certains commandants des SAF. Depuis, elle n'a plus lancé d'attaque dans la zone. La présence limitée du gouvernement fait qu'il est plus facile pour les groupes armés de se déplacer sans entraves.

La zone constitue un point de départ et un point de passage pour les groupes rebelles depuis de nombreuses années, parce que les forces gouvernementales ont eu beaucoup de mal à opérer à une telle distance des capitales des pays. Mais, depuis la chute du gouvernement de la RCA en 2013 et l'armée étant en désarroi, tout vestige de contrôle par l'État a disparu. Entre-temps, des forces internationales, y compris celles de la mission de maintien de la paix de l'ONU (MINUSCA), la force européenne (EUFOR) et l'opération de la France (Sangaris), continuent d'avoir du mal à contenir la violence à Bangui et dans d'autres parties du pays.

Les chefs militaires de la Séléka et anti-balaka découpent la RCA en zones d'influence. En créant des baronnies le long de lignes tribales et religieuses, ils cherchent à renforcer leurs bases de pouvoir locales et à accéder au contrôle des ressources économiques, en particulier l'or et les diamants. Un autre attrait pour les rebelles est

le fait qu'ils peuvent passer en contrebande des pierres précieuses, de l'ivoire et des armes à feu à travers la région sans peur d'être découverts.

L'extension de l'autorité de l'État jusqu'au couloir Kafia Kingi-Vakaga est une tâche quasiment impossible, qui demandera beaucoup de temps. Mais le processus de rétablissement de l'ordre public et de la protection des civils dans ces zones isolées doit commencer par une information et une analyse améliorées. Ce n'est qu'alors que les entités de construction de la paix pourront identifier les opportunités en présence.

Le gouvernement soudanais a invité l'Union africaine (UA) à envoyer une mission à Kafia Kingi pour enquêter sur la présence signalée de groupes de la LRA. L'UA devrait saisir cette chance et former rapidement une équipe comprenant des agents de défense des droits de l'homme.

Les bailleurs de fonds internationaux devraient financer et assurer la sécurité des chercheurs pour qu'ils puissent mener leur mission dans cette zone. La publication d'une analyse de la dynamique du pouvoir fluide, des routes commerciales et de la composition ethnique de la zone aidera les décideurs et la société civile à déterminer comment introduire la sécurité dans cette zone en difficulté.

# À propos de la Voix de la Paix

**La Voix de la Paix est un bulletin d'information trimestriel qui cherche à améliorer la compréhension parmi les communautés locales et les décideurs nationaux et internationaux des graves défis auxquels sont confrontés les gens qui vivent dans des zones de la RCA, de la RDC, du Soudan du Sud et de l'Ouganda touchées par le conflit.**

Il est écrit et produit par des groupes de la société civile, avec le soutien de Conciliation Resources, une organisation britannique de renforcement de la paix. Il confère aux acteurs locaux une voix sur les problèmes qui ont un effet profond sur leur vie et leur donne l'occasion de façonner les solutions.

Tous les numéros de La Voix de la Paix sont disponibles sur : [www.c-r.org/resources/voice-peace](http://www.c-r.org/resources/voice-peace)

Organisations de la société civile participantes :

- Solidarité et Assistance Intégrale aux Personnes Démunies (SAIPED), RDC
- Commission Diocésaine de Justice, Paix et Réconciliation, diocèse d'Aru (CDJPR), RDC
- Réseau des Organisations Féminines des Uélés (ROFU), RDC
- Femme Action Plus (FAP), RCA
- Inter Church Committee (ICC), Soudan du Sud
- Self Help Women's Development Association (SHWDA), Soudan du Sud
- Justice and Peace Commission (Commission Justice et Paix), archidiocèse de Gulu (JPC-Gulu), Ouganda
- Acholi Religious Leaders Peace Initiative (ARLPI) – Initiative de paix des chefs religieux acholis, Ouganda.

## Exprimez-vous

Si vous souhaitez partager des informations ou votre opinion ou écrire un article pour la Voix de la Paix, contactez-nous.

**RCA:** [eabodade@yahoo.fr](mailto:eabodade@yahoo.fr)

**RDC:** [ernestsugule@yahoo.fr](mailto:ernestsugule@yahoo.fr)

**Soudan du Sud:** [frkumbomark@yahoo.com](mailto:frkumbomark@yahoo.com)

**Ouganda:** [arlpinterfaith@gmail.com](mailto:arlpinterfaith@gmail.com)

**Royaume-Uni:** [ktumutegyereize@c-r.org](mailto:ktumutegyereize@c-r.org)



Self Help Women Development Association



ONG CENTRAFRICAINE DE PROTECTION  
RENAISSANCE FEMME HOMME ACTION PLUS  
(F.H.A.P)

Unlr - Almer - Protéger